led. Marnet, le sien, et en consideration de ce que led. Boucault fournira, comme dict est, deulx chevaulx et que led. Farnay [sic] *n'en fournira qu'in* [sic], *de cinq journées qu'ilz travalleront ensemblement, en appartiendra trois aud. Boucault et deux aud. Marnet ; ne pourront interompre lad. association pour quelque cause que ce soit, que led. dernier jour de may ne soit passé, à payne de payer par le contrevenant à celluy qui vouldra continuer, la somme de dix livres tournois ..., et en cas que led. Marnet ayt deux chevaulx, les journées seront esgalles entre eulx, car ainsy...* etc.

(Archives de l'Yonne, minutes Jouvin, n° 453).

Renonçons donc à chercher dans ces actes ce qui de toute évidence ne s'y trouve pas. Il n'en apparaît pas moins que l'esprit d'entr'aide, si répandu autrefois chez les gens de commerce et de métiers, existait aussi chez les paysans de l'Auxerrois. A défaut de conventions formelles, nous n'en voulons pour preuve que les témoignages que nous invoquions tout à l'heure et tant de survivances ancrées profondément encore dans les mœurs paysannes actuelles.

Henri FORESTIER.

LA GUERRE EN BOURGOGNE. — II.

Parachutages.
L'organisation du B.O.A. en Côte-d'Or (1943-1944)

Avant-propos

Le Bureau des Opérations Aériennes (B.O.A.), dont les initiales évoqueront sans doute pour les combattants de 1914 et de 1940 les bataillons d'ouvriers d'artillerie, avec lesquels il n'a rien de commun, fut, dans la guerre clandestine, l'un des organismes de la France Combattante à qui incomba la tâche de livrer à la Résistance française le matériel et les armes alliés.

Le B.O.A. n'est point une de ces organisations de Résistance nées spontanément en pays occupé et dont la direction restait clandestinement sur le sol métropolitain. Organisme militaire, composé d'officiers entraînés en Angleterre et dirigé par l'état-major du général de Gaulle (B.C.R.A.L.), il s'apparentait plutôt, à l'origine, aux traditionnels services de renseignements. Il ne tarda pas d'ailleurs à prendre un caractère tout à fait original en raison de ses fonctions spéciales et des relations qu'il entretint avec les mouvements de la Résistance qui furent ses clients et qui lui fournirent aussi la plupart de ses agents subalternes.

Notre dessein, en entreprenant cette étude, a été de montrer comment a pu se former, s'organiser et fonctionner dans un département occupé, la Côte-d'Or, ce service de la France combattante. Nous ne nous faisons pas d'illusions sur les imperfections de ce travail. Nous avons ignoré beaucoup de choses qui auraient mérité d'être mentionnées. Notre documentation a pu être incomplète sur beaucoup de points. Nous n'avons pu recueillir, en particulier, aucune indication chiffrée, même approximative, sur les quantités de matériel parachutées dans cette région [1] *: seuls les services britanniques pourront peut-être un jour les communiquer. Nous ne prétendons pas d'ailleurs épuiser le sujet. Nous avons limité notre étude aux activités essentiellement B.O.A. Nous avons négligé les entreprises connexes*

1. Un seul chiffre a pu être prononcé : celui de 300 tonnes pour le secteur de Selongey, le mieux servi de la région.

de certains de ses agents [1]. *Nous n'avons point parlé des relations du service avec les organisations de résistance côte-d'oriennes et des difficultés qu'elles ont parfois comportées. Il nous a paru que ces relations se rattachaient plus naturellement à une histoire de chaque mouvement. Enfin, remarquons que le sous-titre nous autorisait à ne point faire état des parachutages du réseau britannique du colonel Buckmaster, sinon à titre de comparaison, dans la mesure où l'évocation de ce service pouvait aider à la connaissance du nôtre.*

Nous avons déjà signalé dans l'avant-propos d'une précédente étude [2] *la quasi-absence de documents propres à servir à l'histoire de la Résistance et la nécessité pour l'historien actuel de recourir à des sources orales. La source principale de ce travail consiste donc en une série de témoignages qui ont été soigneusement confrontés et mis au point après rapprochement et intercontrôle. Ces renseignements nous ont été fournis par le commandant Pichard, qui fut, pendant huit mois décisifs, chef national du B.O.A et qui s'occupa particulièrement de la Côte-d'Or ; par Mme Paule, de Selongey, Mlle Camille Vincent, MM. Picard, Chargrasse, Ramey, Prigent, Japiot, Archer et de Maisonneuve, de Dijon. Qu'ils soient tous ici remerciés chaleureusement.*

Nous citerons comme sources écrites d'abord une relation précise due à l'un des chefs dont il va être question, ensuite quelques listes de terrains et de messages personnels conservées par M. Chargrasse, un article du commandant Pichard : Action zone Nord, *paru dans le numéro de juin 1946 de* Gens de la Lune, *organe de l'Association amicale des anciens officiers chargés de Missions-Action ; enfin deux petits livres imprimés en Angleterre qui contiennent des renseignements sur l'emploi du matériel parachuté et sur la manière de passer les commandes. Le premier est un petit in-folio, sans titre et sans indication de lieu, ni date de publication, en six langues — dont un texte français de 32 pages — et 25 pages de croquis. Le second, in-12 de 24 pages, sous couverture rouge, entièrement en français, complète le premier.*

Enfin, nous avons trouvé d'utiles termes de comparaison avec ce qui se faisait dans notre région dans un ouvrage paru sur la Résistance dans le Bergeracois : Bergeret et Herman Grégoire, Messages personnels, *Bordeaux, éditions Bière, 1945, in-8° (p. 65 à 82), et dans un article du lieutenant-colonel Rivière :* Action zone Sud, *publié dans* Gens de la Lune, *numéro de juin 1946. — Voir aussi Guillain de Bénouville,* Le sacrifice du matin, *Paris, Robert Laffont, 1946, in-8°, 607 p.*

*

La Résistance française commença à s'imposer aux Alliés et au Comité français, en tant que force pouvant entrer dans les calculs des états-majors, à la fin de 1942. Une «cinquième colonne», incomparablement plus puissante que celle dont les Allemands avaient disposé en 1940, se formait en France occupée, au milieu même de l'ennemi. Ses émissaires arrivaient à Londres et à Alger, chargés de ses requêtes. Tous demandaient des armes, des explosifs, de l'argent. Les Alliés acceptèrent de les aider. Restait à faire parvenir ce matériel malgré la surveillance allemande. Deux moyens de transport seuls étaient utilisables : le sous-marin et l'avion. Encore, l'avion était-il beaucoup plus pratique que le sous-marin [3] ; aussi fut-ce presque uniquement à lui que l'on eut recours.

La technique du parachutage clandestin n'était pas nouvelle. En

1. On aurait pu, par exemple, indiquer le rôle du B.O.A. dans le rapprochement des mouvements de Résistance que symbolisa le C.D.L., ou bien le rôle joué par certains agents auprès des maquis ou dans les opérations de sabotage.

2. Maurice LOMBARD. *L'état-major F.F.I. de la Côte-d'Or* (4 *juin* – 11 *sept.* 1944) (*Annales de Bourgogne*, t. XVII, 1945), tiré à part en une brochure formant le cahier n° 2 du *Pays bourguignon* (Dijon, impr. Bernigaud et Privat, 15, rue Bossuet).

3. Les sous-marins ravitaillèrent le Front national corse, mais ils furent peu utilisés sur les côtes de France.

1940, les Allemands l'avaient pratiquée. Depuis, les services de renseignements alliés avaient pris la méthode à leur compte et parachutaient leurs agents sur la France pendant la nuit. Mais les opérations de parachutage qu'il fallait envisager désormais devaient dépasser tout ce qui s'était pratiqué auparavant. Il fallait, pour les mener à bien, de nombreux agents spécialisés dans ce genre de mission et une organisation dont les ramifications s'étendraient sur tout le pays [1].

C'est pourquoi, au mois de mars 1943, le délégué du général de Gaulle en France, *Rex* [2], créa à Londres le Bureau des Opérations aériennes, chargé de fournir les armes alliées à la zone nord. Paris fut le siège central du nouveau service, qui fut rattaché — en raison sans doute de ces ressemblances dont nous avons déjà parlé — au B.C.R.A. [3]. Dans la zone sud, le lieutenant-colonel *Marquis* [4] reçut la charge d'organiser un réseau semblable, le S.A.P. [5], autour du centre de Lyon.

Notons que les Britanniques créèrent eux aussi, dans les deux zones, un service de parachutage connu sous le nom de « Section du colonel Buckmaster ». Sa mission était à l'origine de recevoir le matériel réclamé par les agents de l'Intelligence Service en France. Elle contribua aussi au ravitaillement de bon nombre de maquis. En juillet 1944, lorsque le général Kœnig recut le commandement direct de toutes les missions alliées opérant en France, la « Section du colonel Buckmaster » passa sous la direction des Français.

Le premier chef national du B.O.A. fut *Pal* [6], auquel succéda *Kim* [7], en juillet 1943. Lui-même fut remplacé en septembre par le chef du Bloc est, *Pic* [8], qui resta à ce poste jusqu'en mai 1944. En France, le chef national du B.O.A. était subordonné au délégué militaire national du général de Gaulle. Sous ses ordres immédiats se trouvaient placés les chefs de bloc : Centre (Paris), B (Bordeaux), Est (Dijon, Chalons-sur-Marne, Reims), Nord (Amiens, Lille), Ouest (Bretagne, Le Mans). Chacun de ces blocs comprenait environ deux ou trois régions militaires de 1940. Toute la direction appartenait

1. Le major Johnson, qui dirigea l'ensemble des parachutages sur la France pour les services alliés estime avoir eu 2.000 à 3.000 terrains en service.

2. M. Jean Moulin, appelé aussi *Max*, parachuté en Vaucluse dans la nuit du 31 déc. 1941 au 1er janv. 1942, mort en déportation.

3. Bureau de contre-espionnage, de renseignements et d'action.

4. Lieutenant-colonel Rivière.

5. Section Atterrissage-Parachutage, appelée auparavant S.O.A.M. (service des opérations aériennes et maritimes), puis C.O.P.A. (centre des opérations de parachutage et d'atterrissage).

6. Jean Ayral, compagnon de la Libération, tué à l'ennemi à Toulon, en 1944.

7. Commandant Schmidt.

8. Commandant Pichard.

à des officiers parachutés qui avaient reçu en Angleterre, pendant deux ou trois mois, une formation spéciale, et dont les premiers furent parachutés « blind », c'est-à-dire sans équipe de réception. Les opérateurs-radio — et même parfois les secrétaires féminines — étaient aussi des agents parachutés. Seuls les agents de liaison — souvent des femmes — étaient recrutés sur place. Mais les officiers entraînés en Angleterre étaient peu nombreux. *Pal* n'eut, pour débuter, que trois auxiliaires. Le matériel de radio et les techniciens étaient rares aussi et, pour développer le service, il fallut recruter en France même de nouveaux opérateurs. Ce furent ces conditions qui nécessitèrent la concentration du Bureau à Paris [1], alors que le plan primitif de Jean Moulin prévoyait une organisation décentralisée et divisée en six régions : A (Amiens), B (Bordeaux) C (Chalons-sur-Marne), D (Dijon), M (Le Mans), P (Paris). Les chefs de bloc eurent d'ailleurs longtemps répugnance à transporter leur P.C. dans une ville de province où les allées et venues des agents de liaison et des secrétaires risquaient d'être remarqués bien plus tôt qu'à Paris.

A la fin de 1943 cependant, l'organisation se perfectionnant, on put créér les régions et les sous-régions. Dijon, situé dans la région D, fut le centre de la sous-région D1, qui comprit les départements de la Haute-Marne, de la Haute-Saône, de la Côte d'Or et de la Saône-et-Loire occupée.

I

Les débuts et les principes

(mai-août 1943)

A la fin de mai 1943, à Dijon, M. Martin, inspecteur des P.T.T., et un jeune ingénieur se présentaient à M. Prigent, secrétaire départemental du Comité d'Organisation de l'Industrie hôtelière et, clandestinement, chef régional de l'O.C.M. [2]. M. Tisseyre [3], responsable de la région Bourgogne-Franche-Comté, les avait accrédités auprès de son représentant et la prise de contact ne souleva aucune difficulté. Ces deux visiteurs étaient le commandant Pichard, dit *Pic*, responsable du bloc Est du Bureau des Opérations aériennes et *Jean-Louis* ou *Christian* [4]. Ils venaient lancer les bases d'une section du B.O.A. dans le département. Ils s'installèrent chez l'adjoint de M. Prigent, M. Archer, rue Verrerie, et les deux chefs de l'O.C.M. se firent leurs mentors.

1. En juillet 1943, le B.O.A. ne disposait que d'une seule chaîne-radio ; en juillet 1944, chaque sous-région avait son service radio et en août chaque département avait le sien.

2. Organisation civile et militaire : mouvement de Résistance fondé en 1940.

3. Ancien député de Saône-et-Loire, mort d'épuisement à Büchenwald en avril 1945.

4. Lieutenant Christian Longetty.

Ils les mirent en rapport avec *l'Egoutier* [1], chef du mouvement « Ceux de la Libération » et avec des membres de leur organisation susceptibles de devenir des chefs de terrain.

Après avoir pris les premiers contacts, *Pic* regagna Paris, laissant le soin d'organiser le service à *Mila* — appelé aussi *Biclista* [2] — que lui avait présenté un ami commun, et à *Jean-Louis*.

Le premier travail consista à recruter des chefs d'équipes dans les campagnes, parmi des résistants sûrs. L'O.C.M. fournit les premiers : MM. Lanier, cultivateur à la ferme de Vauchenot, près de Poiseul-la-Grange, Japiot à Uncey-le-Franc, Moindrot à Auxonne, l'abbé Grivelet à Saulx-le-Duc, Prosper Gallois et Maxime Guillot à Chenôve, Bavois à Pagny-la-Ville, Lhôte à Saint-Philibert, Henri Camp à Semur. Chacun se mit en devoir de chercher un terrain propre aux opérations de parachutage et recruta des résistants éprouvés pour former l'équipe de ramassage.

Le terrain de parachutage devait avoir environ 400 m. sur 300, ne pas être trop accidenté ni broussailleux. Il était recommandé de le choisir en bordure d'un bois pour y cacher les hommes pendant l'attente et les armes aussitôt après l'opération. Il fallait éviter le voisinage des villages, des routes à grande circulation et, dans un rayon de 25 km., les terrains d'aviation de la Luftwaffe. Certains terrains étaient destinés à recevoir éventuellement des hommes. On devait alors choisir un sol meuble, sans rocailles, éloigné d'une route ou d'une ligne à haute tension où les parachutistes risquaient de venir s'écraser ou s'électrocuter [3]. Ces terrains étaient classés : *Homo*.

L'équipe de ramassage devait comprendre de dix à vingt hommes ; mais souvent elle en comprenait beaucoup moins [4]. Pas plus que le chef de terrain les hommes n'étaient rétribués. Ils avaient cependant l'espoir de trouver dans chaque parachutage un petit colis qui leur était destiné et qui renfermait des produits rares : tabac, cigarettes, chocolat, café et sucre. Quelquefois les hommes reçurent aussi des parachutes ; mais cette pratique n'était pas recommandée, car les imprudences étaient nombreuses et les chemises en toile de parachute pouvaient fournir aux Allemands des indications et des preuves. Le plus souvent les chefs de terrain préférèrent enterrer les parachutes.

Un terrain ayant été reconnu et une équipe se trouvant prête à le desservir, il restait à le faire connaître en Angleterre — à le faire

1. M. Désertot, ingénieur des Eaux de la Ville, membre du C.D.L.

2. M. Vincent, garagiste à Dijon, premier chef départemental de la Côte-d'Or, puis du Jura, tué accidentellement au cours d'une mission, le 3 juillet 1944, dans le Jura.

3. Ce qui faillit arriver pendant la nuit du 16 au 17 août 1943, sur le terrain *Bourgogne*, au premier parachutage *homo* dans la région. Le terrain fut ensuite déclassé.

4. Sur le terrain qui s'appela *Anjou*, puis *Alternateur*, à Poiseul-la-Grange, par exemple, il n'y eut pour recevoir certains parachutages que quatre hommes et une femme (Mme Lanier).

homologuer, disait-on. Le chef départemental établissait d'une façon très précise les coordonnées du terrain et les communiquait au commandant *Pic*. De Londres, le service allié affectait à ce terrain un nom — *Bretagne, Bourgogne, Bronchite, Anicroche,* etc. — et deux formules de messages personnels. Chaque formule ne servait qu'une fois. La seconde était prévue pour un second parachutage possible. Cette pratique fut d'ailleurs abandonnée ensuite ; chaque terrain n'eut plus qu'une seule formule et cette formule put être répétée autant de fois que cela était nécessaire.

Ces travaux obligeaient le chef départemental à se tenir en contact étroit avec le bureau des Opérations, qui, seul, communiquait avec l'Angleterre. Aussi, chaque semaine, le samedi, M. Vincent ou *Jean-Louis* se rendait à Paris. Il rencontrait *Pic* au rendez-vous convenu ou à un rendez-vous de « repêchage ». Le lieu de ces rendez-vous changeait chaque fois. Le chef départemental communiquait son rapport ; il indiquait les nouveaux terrains qu'il fallait homologuer. Quand les parachutages commencèrent à arriver, il fournit un rapport sur chaque opération, mentionnant les incidents qui avaient pu survenir, l'inventaire du matériel reçu et l'emploi qui en avait été fait (distribué aux maquis ou caché). Il recevait des instructions orales et — dans ces débuts du service — des circulaires sur les consignes à observer et sur la technique du parachutage. C'est parfois de véritables liasses dactylographiées que le lundi ou le mardi matin *Jean-Louis* rapportait de Paris. Peu à peu d'ailleurs, ces méthodes paperassières furent abandonnées par les hommes de Londres et la sécurité y gagna.

Il est bien évident que dans ces conditions le chef départemental devait consacrer tout son temps au service et qu'il ne pouvait plus continuer à exercer sa profession personnelle. Aussi était-il considéré comme engagé dans les Forces Françaises libres et recevait-il une solde correspondant au grade qui lui était donné. Pour l'attribution des grades, le B.O.A. ne tint guère compte des situations antérieures. M. Vincent était officier de réserve. Mais ce n'était pas pour cela qu'il s'était vu confier la charge de chef départemental de la Côte-d'Or. Les officiers de réserve ou d'active ne jouissaient d'aucun prestige spécial au B.O.A. Seule l'efficacité dans le service influait sur le choix des chefs, et le grade auquel ils étaient promus correspondait à l'importance de leurs fonctions, sans qu'il fût tenu compte de celui qu'ils pouvaient avoir dans l'armée.

Enfin, les premiers parachutages arrivèrent ! Au milieu de juillet, sur le terrain de Saint-Philibert, que commandait M. Lhôte [1], en

---

1. Instituteur au lycée Carnot de Dijon. Il fut l'un des collaborateurs directs d'*Hugues*. Arrêté, il fut déporté.

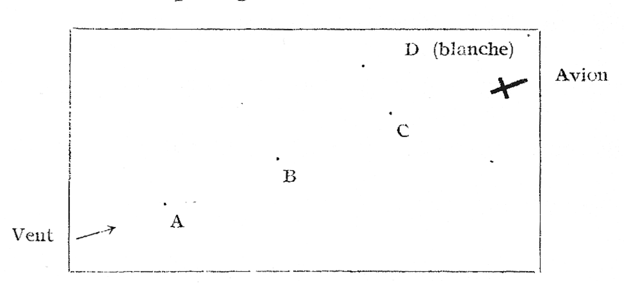
présence de *Mila*, une équipe enthousiasmée, à laquelle étaient venus se joindre *Julien* [1] et Prosper Gallois, voyait tomber les premiers *containers* envoyés à la Côte-d'Or. Dans la nuit du 14 au 15 août, tandis que le terrain de Saint-Philibert recevait un deuxième parachutage, un « Halifax » de la Royal Air Force larguait trois tonnes d'explosifs et d'armes sur *Anjou* [2] et deux autres parachutaient sur *Bretagne* et sur *Normandie*, aux Maillys et aux Granges d'Auxonne, les deux terrains de M. Moindrot. Dans la nuit du 16 au 17 août, le premier parachutage *Homo* du bloc Est eut lieu sur *Bourgogne* [3]. Là, descendirent en France le commandant Clouet, qui devint chef du bloc ouest, puis D.M.R. [4], le commandant Guérin, qui commanda le bloc centre et le commandant Guy Chomet, dit *Mariotte*, qui fut officier d'opérations de la région B, puis D.M.R. de la région A (Lille). Quelques jours plus tard, le commandant Grivelet accueillait encore quatre parachutistes de la France Libre qu'il logea pendant deux semaines à Tarsul, chez MM. Dorbon.

Dès lors, les parachutages se multiplièrent sur les terrains déjà cités, à Semur, à Vitteaux, à Châtillon. A 13 h. 30, à 19 h. 30, à 21 h. 30, le chef départemental et les chefs d'équipes écoutaient les messages personnels de la B.B.C..En principe, les hommes d'équipe ne devaient pas connaître la formule de message de leur terrain. Mais presque toujours on avait dû la leur révéler. Comment, en effet, prévenir au dernier moment des hommes dispersés dans plusieurs villages ? La radio était encore le moyen le plus sûr et le plus discret. Aussi, tous attendaient avec anxiété l'une de ces phrases baroques et mystérieuses pour les non-initiés : « Le corbeau croasse », « La pédicure est chatouilleuse », qui signifiait pour eux la venue sur leur terrain, le soir même, d'un avion parti d'Angleterre. Ils n'étaient pas, d'ailleurs, sans éprouver quelque fierté intérieure de ce savoir.

A la nuit, à 21 heures, à 22 heures ou à 23 heures, selon les saisons, les équipiers gagnaient discrètement le terrain. Une garde était établie aux points d'accès. Et, tandis que les uns gagnaient l'abri des taillis pour y attendre, l'oreille en éveil, l'approche de l'avion, d'autres prenaient position au milieu du terrain avec les lampes électriques de poche qui devaient leur servir à faire des signaux. Trois lampes rouges étaient placées en ligne droite, de 100 m. en 100 m., dans la ligne du vent [5]. A 20 ou 40 m. à gauche de la dernière lampe rouge,

1. Maxime Guillot, de Chenôve.
2. Ferme de Vauchenot, commune de Poiseul-la-Grange, cant. de Saint-Seine-l'Abbaye. Chef de terrain : M. Lanier.
3. Comm. de Saulx-le-Duc, cant. d'Is-sur-Tille. Chef de terrain : M. Alain Grivelet.
4. Délégué militaire régional du général de Gaulle.
5. La section du colonel Buckmaster n'usait pas du même balisage que le B.O.A. Trois lampes placées en triangle dessinaient la pointe d'une flèche.

dans le sens du vent, une lampe blanche devait émettre le signal proprement dit. C'était, en morse, la première lettre du nom du terrain, soit pour *Anjou*, par exemple : • — Lorsque la première lettre n'était composée dans le code morse que de points ou que de traits, on la remplaçait par une autre lettre convenue. Les lampes rouges se voyaient mal et, lorsque la nuit était très noire, il fallait allumer des feux sur le terrain pour guider l'avion.



Soudain un ronronnement de moteurs dans le ciel. Les heures d'attente qui semblaient si longues quelques instants avant sont oubliées. Le voilà ! Les lampes s'allument. Mais l'avion ne vient pas toujours tout de suite. Il y a souvent de fausses alertes. L'appareil passe sans prêter attention à ces signaux. Il va vers un autre terrain ou se dirige en mission de bombardement vers l'Italie. Les avions de la Luftwaffe sont aussi dans le ciel. Pendant l'attente, les équipiers se racontent des histoires sinistres : en Saône-et-Loire, il arriva une nuit, dit-on, de faire des signaux à un bombardier allemand, par erreur. L'avion piqua et mitrailla le terrain. On ramassa le corps de l'un des baliseurs criblé de balles.

Enfin c'est lui ! Il a vu les feux. Ces premières équipes de la R.A.F., spécialisées dans ces missions, sont étonnantes de précision et aussi de conscience professionnelle. L'avion prend la bonne altitude — 150 à 300 m. — face au vent. Dans le grondement formidable de ses quatre moteurs, il revient sur le terrain. Un signal rouge s'allume à son bord et ausitôt les hommes sautent ou les *containers* tombent, lourds tubes suspendus aux parachutes. Ils se balancent une seconde et se posent. L'avion revient parfois à plusieurs reprises au-dessus du terrain pour déposer son chargement. Le plus souvent, il lâche tout d'un coup et reprend aussitôt sa route vers l'ouest.

Alors commence le travail des équipiers. A quatre ils soulèvent les tubes d'acier qui pèsent environ 200 kgs. [1], soit en les prenant par les

1. Le plus souvent les tubes sont formés de plusieurs cellules distinctes, en forme de tambour, accolées bout à bout. Quelques tubes sont cependant d'un seul morceau (pour les fusils-mitrailleurs et les fusils, par exemple). Il arrive aussi que l'on parachute des

poignées, soit plutôt en engageant des perches de bois dans les poignées. Quand on peut disposer d'une voiture traînée par un cheval ou même d'un camion, tout est bien vite ramassé. Mais toutes les équipes ne jouissent pas de ces facilités et il faut peiner pour porter les lourds fardeaux vers la « cache » en se hâtant pour ne pas se laisser surprendre par le jour.

Lorsque tous les containers sont réunis, le chef de terrain procède à l'inventaire. Ils contiennent les objets les plus divers : du papier pour les journaux clandestins, des révolvers, des mitraillettes, des cartouches, des grenades, des crayons incendiaires, des matraques et des poignards, et même une certaine pâte abrasive qui sert à saboter les roulements à billes et les engrenages des machines allemandes, et du poil à gratter... La plus large place est faite aux explosifs, plastic et 808, et au matériel qui les accompagne : cordon Bickford, cordon détonant cordtex, crayons à retardement, détonateurs, amorces, « fog signals », pour faire sauter les trains, et jusqu'à des allumettes, des pinces, des tournevis et des tubes de vaseline [1]. Quelques notices accompagnent ce matériel pour en indiquer le mode d'emploi. Le chef d'équipe, pour faire son inventaire, se contente de relever le numéro des cellules, car les containers sont de type standard et portent un indicatif de série qui permet de savoir ce qu'ils renferment : — H 1 contient des explosifs et les accessoires, — H 2 des Stens, — H 3 de l'armement, — H 4 des produits incendiaires, — H 5 des produits de sabotage. — Pour faire une commande, il suffit de dire par exemple : « Envoyez cinq H 5 et vingt H 3 » [2].

La cellule CR renferme les produits destinés au comité de réception, nom officiel de l'équipe. Le matériel de radio est envoyé dans des colis spéciaux et soigneusement emballé.

L'inventaire terminé, le chef de terrain doit cacher le matériel reçu. Pour cette opération, il emploie seulement quelques personnes de confiance, car il faut craindre les bavardages et même les vols. Il n'existe pas de « cache » type. L'un dissimule ses containers dans une meule de paille, un autre sous un tas de charbon, un autre dans la cave d'une maison en ruine, un autre dans le clocher du village... Le plus souvent, les containers sont enterrés dans un bois ou dans un champ. Pour préserver le contenu de l'humidité, chaque cellule est munie de « dessicator ».

Il arrive aussi que l'attente soit vaine. L'avion, retenu par le mauvais temps, n'a pas quitté sa base ou bien a dû la rejoindre sans accom-

---

colis rectangulaires soigneusement empaquetés contenant des postes de T.S.F., du matériel d'imprimerie, etc.

1. Pour faire adhérer les explosifs sur une paroi lisse.

2. Premier ouvrage d'instruction parachuté, en plusieurs langues. Texte français p. 3.

plir sa mission. Il peut être abattu en cours de route par la « Flack » ou par les chasseurs de nuit de la Luftwaffe [1]. Parfois, par temps bouché, il ne trouve pas le terrain ou n'aperçoit pas les signaux qui lui sont faits du sol et l'équipe l'entend tourner au-dessus d'elle pendant des heures pour repartir enfin avec son chargement vers l'Angleterre [2]. D'autres fois, le parachutage a lieu, mais il s'effectue mal. Les parachutes ne s'ouvrent pas ou les tubes s'en détachent : les containers s'écrasent au sol et le matériel est perdu. Il faut ramasser tous les débris répandus sur le champ, heureux encore si aucune explosion n'a attiré les Allemands sur les lieux. Mais, dans ces débuts de 1943, les équipages sont soigneux et les accidents rares. Nous verrons qu'il n'en fut pas toujours ainsi.

Voici l'opération heureusement terminée et les armes cachées. Le chef de terrain n'a plus qu'à établir son rapport et à l'adresser au chef départemental qui le transmettra. Si celui-ci a assisté au parachutage et à l'inventaire, c'est lui-même qui s'en charge. Cela arrive souvent. M. Vincent s'efforce d'être présent à presque tous les parachutages. Lorsque des hommes doivent arriver, il considère sa présence comme indispensable. Il est prévenu quelques jours à l'avance. Pour un parachutage *Homo*, la B.B.C. passe deux messages. Le premier est le message ordinaire du terrain : « Le corbeau croasse », par exemple. Le second est le message-allusion qui suit le premier, précédé de l'indicatif pour le chef du réseau : « D'Auguste à César : Trois Bourguignons viendront ce soir ». *Mila* et *Pic* lui-même sont venus attendre ces trois Bourguignons [3].

Mais ces opérations ne tardèrent pas à donner l'éveil à la Gestapo de Dijon. Les recherches inquiétèrent *Mila*, qui se sentait « brûlé » à Dijon. Il quitta donc la Côte-d'Or le 28 août 1943 pour prendre le commandement du Jura, où il devait rester jusqu'à sa mort [4].

1. Un avion qui devait parachuter sur *Diffamation* (terrain de Fontaine-Française), au début de 1944, fut abattu près d'Echevannes. Le navigateur, seul survivant de l'équipage, se réfugia chez le chef de secteur de Selongey, M. Paule.

2. Les équipiers devaient rester sur le terrain jusqu'aux approches de l'aube. L'avion devait attendre également plusieurs heures avant de repartir, s'il n'apercevait pas les signaux. C'est alors qu'il courait les plus grands dangers. Les équipiers en avaient conscience et il fallait des circonstances bien exceptionnelles pour leur faire manquer le rendez-vous. Un signal « Danger » était prévu et pouvait être envoyé du terrain ou d'un point tout proche. L'avion regagnait aussitôt l'Angleterre.

3. Voir plus haut le premier parachutage *Homo* sur *Bourgogne*. « D'Auguste à César » était, on l'a deviné, l'indicatif utilisé pour les messages destinés à *Pic*.

4. Nous avons remarqué que les agents du B.O.A. compromis dans une région étaient mutés dans une autre, où ils continuaient leurs activités sous une autre identité. Le Service conservait ainsi des cadres précieux. Cette mesure, qui semble relever de la simple sagesse, ne s'est pas toujours imposée avec assez de rigueur dans les mouvements de Résistance. Les membres de ces mouvements hésitaient souvent à laisser leurs besognes quotidiennes, à abandonner leur famille pour partir à l'aventure devant une menace imprécise et qu'ils espéraient erronée. Les agents supérieurs du B.O.A., eux, avaient d'avantage l'impression d'appartenir à une armée. La solde qu'ils recevaient contribuait

En Côte-d'Or, les premiers jalons étaient posés. Les terrains dont nous avons déjà parlé fonctionnaient. Il restait à étendre le recrutement et à organiser le service.

II

Développement et vicissitudes
(septembre 1943 - juin 1944)

Le successeur de *Mila* fut *Hugues* [1]. *Jean-Louis*, qui avait assuré l'intérim, le présenta aux agents de service, au début de septembre. *Hugues* s'installa à Is-sur-Tille, auprès d'*Alain*, chez un garagiste résistant, puis à Dijon, chez ses cousins, M. et Mme Ramey, rue Auguste-Comte. Le commerce de son cousin, horloger, pouvait « couvrir » les rendez-vous qu'il donnait à cette adresse. *Hugues* logea aussi au musée Magnin, rue des Bons-Enfants, dont le gardien, M. Picard, était un agent de confiance du B.O.A. [2].

Le commandement de la Côte-d'Or était la première fonction que *Hugues* remplissait pour le B.O.A. Mais, sur le conseil de *Jean-Louis*, il se présenta à ses agents comme un officier parachuté après avoir subi un entraînement spécial en Angleterre : excellente idée, car quel prestige ne s'attachait-il pas en 1943 à ce personnage merveilleux : un homme venu de Londres! *Hugues* était un travailleur acharné, consciencieux. Il fut bien vite au courant de son travail. Dès le mois de novembre, *Pic* lui donna le commandement de la sous-région D 1 [3], qu'avait jusqu'alors *Jean-Louis*, sans qu'il abandonnât ses fonctions départementales. Il mena tout de front, recrutant des cadres, organisant, entraînant tout le monde. Au retour de ses voyages hebdomadaires à Paris, il regagnait sa chambre, chez M. Picard ; il prenait une collation et repartait en pleine nuit, à bicyclette, vers un terrain de parachutage, protégé par un « ausweiss » qui le présentait comme « médecin à Mirebeau ». En février 1944, c'est jusqu'à huit nuits successives qu'il passa sur les terrains dans la neige — sa citation portant nomination au rang de chevalier de la Légion d'honneur le rappelle. Ce furent sans doute ces qualités morales qui lui assurèrent un respect unanime et une autorité rare auprès de ses collaborateurs.

En septembre, les parachutages continuaient sur les premiers terrains. D'autres entrèrent en service, à Villaines-en-Duesmois, à la

---

sans doute à leur donner cette impression et en tous cas les rassurait quant à leur subsistance et à celle de leur famille dans l'avenir immédiat.

1. Capitaine Roger-Charles Ramey, mort en déportation.
2. Le musée Magnin servit aussi, à la fin de 1943, de lieu de réunion au C.D.L.
3. Côte-d'Or, Hte-Marne, Hte-Saône et Saône-et-Loire occupée.

la ferme de Mortière [1], à Vonges... Mais, pendant l'automne, ils cessèrent presque complètement, soit par suite de difficultés survenues entre la France combattante et les Alliés, soit par suite de l'indifférence de ces derniers à l'égard de la Résistance française [2]. Les mauvaises conditions atmosphériques étaient d'ailleurs aussi responsables. Vainement les hommes restaient à l'écoute de la B.B.C., chaque jour. Les messages attendus ne passaient pas. Le doute et le découragement se glissèrent dans les équipes. Certains avaient cru à un débarquement allié en septembre. Il fallait abandonner tout espoir de voir la Libération se produire en 1943. Les Alliés débarqueraient-ils même jamais ? Ce furent alors les mois les plus pénibles. Les chefs eurent du mal à conserver la cohésion de leurs équipes, à maintenir la foi. En même temps d'ailleurs, les premières arrestations, accompagnées de saisies d'armes, étaient opérées dans les rangs du B.O.A. côte-d'orien par la Gestapo de Dijon.

Le nombre des terrains homologués ne cessait cependant de croître. A l'origine, l'O.C.M. avait fourni au B.O.A. l'essentiel de ses agents et, pour toutes les questions annexes pour lesquelles il avait besoin d'aide, c'est à ce mouvement que le Bureau des Opérations aériennes de la Côte-d'Or s'adressait, si bien que des résistants mal avertis confondaient les deux organisations. Mais rapidement le B.O.A. se détacha de la tutelle de l'O.C.M. Son recrutement s'élargit, soit qu'il recrutât lui-même ses équipiers, soit qu'il puisât dans les autres mouvements de Résistance. Notons d'ailleurs que malgré les instructions de *Pic*, conformes aux thèses de Londres, qui voulait un cloisonnement strict, la plupart des agents du B.O.A. continuèrent à avoir une activité résistante en dehors du service, soit qu'ils distribuassent des journaux et des tracts clandestins, soit qu'ils organisassent des maquis et des équipes de sabotage...

Sur le travail technique, dont nous avons parlé, vinrent peu à peu se greffer des problèmes que la clandestinité posait à tous les organismes secrets, problèmes souvent complexes et qui furent abordés en Côte-d'Or sans plan préconçu. C'est ainsi que le B.O.A. dut créer son service de faux-papiers, que dirigea M. Chargrasse, de Dijon. Le N.A.P. [3] n'existait pas dans notre région. L'intérêt d'avoir des intelligences dans les administrations publiques s'imposa *de facto* au B.O.A. de la Côte-d'Or. Il n'y eut pas à proprement parler un

1. Commune de Villecomte, c[on] d'Is-sur-Tille ; chef de terrain, M. Alain Grivelet, dit *Alain*, puis M. Bailly, de Genlis.

2. C'était l'époque du célèbre discours du maréchal Smuts et les Français se demandèrent si les services britanniques n'avaient pas été influencés par ses appréciations sur la France.

3. Noyautage des Administrations publiques : l'un des services des M.U.R. en zone sud. Voir à ce sujet G. de Bénouville, *Le sacrifice du matin*, Paris, 1946.

organe particulier du service chargé d'entretenir des relations avec l'administration vichyssoise. Pourtant des contacts paraissent avoir été la spécialité de M. de Chargère [1] qui, sans avoir aucun titre officiel, joua auprès de *Hugues* le rôle d'une sorte de conseiller diplomatique. Il avait beaucoup de relations et un esprit fertile en expédients. Manquait-il quelque chose au service, information ou matériel ? C'est M. de Chargère qui se chargeait de le procurer. L'administration des Ponts-et-Chaussées rechercha à sa demande et trouva près d'Arnay-le-Duc un terrain d'atterrissage répondant à certaines exigences techniques : 2 kil. sur 2 de terrain plat, sans obstacles et de fond assez ferme pour supporter un avion à n'importe quel moment [2].

Les contacts les plus intéressants furent pris avec certains policiers de l'État Français de la section M.A. (Menées antinationales) chargée de la lutte contre la Résistance. M. de Chargère entra en rapport avec les commissaires Barbirat et Risch et surtout avec le commissaire Marsac, auquel il eut plusieurs fois recours dans des affaires délicates. Quels mobiles amenèrent ce Fouché local à servir la Résistance ? Quels furent les calculs de ce sinistre policier ? Peut-être fut-il impressionné par le caractère officiel des services de la France combattante et, son activité policière ayant été surtout anticommuniste, eut-il l'espoir de trouver une protection après la Libération auprès des éléments d'origine conservatrice qu'il rencontrait au B.O.A. ? Il semble bien aussi que les nombreux attentats et les exécutions de l'été de 1943 n'avaient pas été sans l'impressionner et, respectueux de la force, il préférait pactiser avec une Résistance qu'il jugeait redoutable.

A la fin de novembre, le radiotélégraphiste *Berbère* fut arrêté par la police française avec son poste émetteur. L'adjoint de *Pic*, Faraday dit aussi *Fontaine*, accompagné de *Hugues*, se rendit avec M. de Chargère aux bureaux de la rue Lamonnoye et, s'étant présenté à Marsac, réclama son radio et son poste. Le commissaire fit aussitôt remettre l'opérateur en liberté et semonça les deux agents auteurs de l'arrestation. Le soir même, il rapportait la valise-radio à M. de Chargère.

A quelque temps de là, le B.O.A. eut encore recours à Marsac. Un individu louche s'était présenté chez M. de Chargère en se donnant pour un messager d'un maquis du centre de la France. On suspecta une manœuvre de la Gestapo et *Hugues* fit demander à Marsac l'assistance de deux de ses inspecteurs, qu'il installa avec lui dans la pièce voisine de celle où M. de Chargère recevait le suspect. Lorsque la conversation ne laissa plus de doutes sur le pseudo-messager, les deux

---

1. Le marquis Yves de Chargère, arrêté au début d'avril 1944, est mort en déportation.
2. Ce terrain, classé dans la catégorie *Lysander*, ne fut d'ailleurs jamais utilisé.

policiers sortirent de leur cachette révolver au poing et l'appréhendèrent. Conduit rue Lamonnoye, le gaillard se recommanda de la Gestapo, qui le fit aussitôt relâcher. La mise en scène avait réussi et les Allemands laissèrent à M. de Chargère quelques mois de répit.

Ces services rendus par Marsac au B.O.A. n'avaient cependant pas dissipé toute méfiance à son sujet. Son passé le rendait suspect et *Pic* recommandait de se servir de lui sans rien lui confier. L'état-major départemental du B.O.A. eut l'idée de le compromettre pour l'empêcher de reculer, en l'engageant dans l'affaire Martin. Le « commandant Martin », venant de Paris, s'était présenté en Côte-d'Or comme inspecteur de l'A.S. Mais on n'avait pas tardé de remarquer qu'après son passage les maquis qu'il avait visités étaient régulièrement attaqués et que les résistants qui lui étaient présentés prenaient bientôt le chemin de la prison de Dijon. Le bruit de son appartenance à la Gestapo commençait à se répandre dans les milieux résistants de Côte-d'Or, quand Martin prit contact avec des agents du B.O.A. Attiré dans un guet-apens, il fut retenu prisonnier chez M. de Maisonneuve, à Arceau. Là, Marsac, qui avait prêté des menottes et du chloroforme pour le capturer, vint l'interroger avec le commissaire Valadier, des Renseignements généraux. Martin avoua appartenir aux services allemands.

Pourquoi, après avoir donné ces gages au B.O.A., Marsac se reprit-il ? Devina-t-il des réticences et pensa-t-il qu'on se contentait de se servir de lui ? Ou bien tout simplement la peur de la Gestapo l'emporta-t-elle chez lui sur la peur de la Résistance, comme le pensent la plupart de ceux qui eurent alors à faire à lui ? En janvier-février 1944, les informations qu'il avait recueillies sur la faiblesse de la Résistance dans le département — en particulier d'après les bavardages du maire de Cérilly — semblent l'avoir décidé à reviser à nouveau sa position. S'il ne livra pas les gens du B.O.A. et de l'A.S. qu'il connaissait, du moins cessa-t-il toute relation avec eux.

Le B.O.A. conserva d'ailleurs d'autres intelligences dans la police vichyssoise. Il en eut même dans la Gestapo. Une secrétaire allemande, amie d'un serviteur noir de M. de Chargère, recevait 10.000 fr. par mois pour les renseignements qu'elle fournissait aux Français.

Notons que toutes les infiltrations dans des administrations ou même dans des services ennemis ne relevèrent pas d'un plan d'ensemble. Ce furent de simples adaptations aux événements. *Hugues* et les chefs du B.O.A. n'eurent pas l'intention, ce faisant, de créer une section de renseignements pour le Bureau de la Côte-d'Or. Le renseignement était le fait d'autres organismes du B.C.R.A. et non pas du B.O.A. Les faits dont nous venons de parler prouvent seulement la souplesse et la vitalité de l'équipe côte-d'orienne, qui déborda un peu

les cadres de son travail technique, sous la pression d'ailleurs des nécessités du travail clandestin et du besoin de sécurité.

C'est aussi une nécessité qui s'imposa à tous les organes clandestins qui obligea le B.O.A. à procéder, pour sa défense, à des exécutions. Si ce furent les agents du B.O.A. qui pendirent le commandant Martin au bord de la route de Messigny, après un jugement en règle, le plus souvent l'Etat-Major B.O.A. demanda pour ces opérations le secours de maquisards. Après la mort de *Julien*, *Hugues* fit venir de Haute-Savoie trois « spécialistes » qui enlevèrent sa dénonciatrice [1] et l'exécutèrent au Foulon [2]. D'autres fois, le groupe « Henri Bourgogne » [3] fournit les exécuteurs.

Le nombre des terrains contrôlés par *Hugues* en Côte-d'Or l'obligea à créer un intermédiaire entre lui et le chef d'équipe : le chef de secteur. Là encore la réalisation eut une origine empirique. La Côte-d'Or ne fut point divisée systématiquement en secteurs. Lorsque dans une région une dizaine de terrains fonctionnaient, ils étaient placés sous l'autorité d'un responsable dont le ressort géographique était sans frontières précises. On savait seulement qu'il contrôlait tels et tels terrains. Les premiers secteurs organisés furent ceux d'Is-sur-Tille-Selongey sous les ordres d'*Alain* et de Châtillon-sur-Seine où commandait *Goliath* [4]. La Saône-et-Loire occupée, dirigée par *Julien*, était considérée comme un secteur de la Côte-d'Or. En un autre point aussi, la juridiction du chef départemental de la Côte-d'Or débordait les limites administratives du département : le canton de Prauthoy faisait partie du secteur de Selongey-Is-sur-Tille. Dans ces secteurs, le responsable fut chargé du recrutement et du contrôle des opérations. Il reconnaissait les terrains et demandait les homologations au chef départemental [5]. Dans les régions qui restaient inorganisées, les chefs de terrain continuèrent à avoir directement à faire à *Hugues* ou à son adjoint, *Larive* [6].

---

1. Dans la voiture du préfet régional Donati, qu'ils lui volèrent devant la Préfecture.
2. Lieu-dit, entre Plombières et Dijon.
3. Région de Semur.
4. Jean Hervieu.
5. Certains chefs de secteur furent classés agents P2 et reçurent une solde. Indiquons à ce propos quel critère distinguait l'agent P2 de l'agent P1 : l'agent que son activité au service du Bureau n'empêchait pas d'exercer sa profession était P1 et n'était pas rétribué. Il devenait P2 le jour où il se consacrait tout entier à la Résistance. Il était alors considéré comme engagé dans les Forces Françaises libres et recevait une solde correspondant au grade dont il remplissait les fonctions sans tenir aucun compte du grade réel qu'il pouvait avoir dans l'armée. Pour mettre fin à certaines légendes sur les somptueux traitements du B.O.A., indiquons qu'un chef départemental — assimilé au grade de capitaine — recevait 7.000 fr. par mois, plus un forfait de 5.000 fr. pour ses frais divers. Si les opérateurs-radios reçurent des sommes plus importantes, c'est qu'ils avaient la responsabilité de leur équipe de protection.
6. Capitaine Bouvet de Maisonneuve. Il devint, en mars 1944, chef départemental du Doubs, sous le pseudonyme de *Legros*, et le resta jusqu'à la Libération.

Après les vaines attentes de l'automne 1943, les parachutages recommencèrent, plus nombreux que jamais, au début de 1944. Mais l'hiver créait de nouvelles difficultés pour les équipiers. Par le froid glacial, l'attente était pénible sur les terrains et pouvait rebuter plus d'un volontaire. Les chefs donnèrent de leur personne pour soutenir le moral, *Hugues* le premier. Il passa alors toutes ces nuits sur les terrains. Plus que le froid, la neige était à redouter. Elle gardait les traces compromettantes des containers et des allées et venues des équipiers. Après l'opération, il fallait bien vite quitter la région. Si la cache était proche, les traces devaient être effacées le mieux possible. Sur le terrain *Licol*, situé près d'une ferme isolée, le chef de terrain, une femme [1], eut l'idée d'arroser le champ de purin pour faire fondre la neige et les traces après un parachutage compromettant.

Les Allemands cherchaient avec obstination à capturer le matériel parachuté et les équipiers. Les postes d'écoute répartis sur l'ensemble du territoire signalaient à un poste central l'entrée dans leur secteur d'un avion ennemi. Du poste central les Allemands suivaient sa marche. Qu'un poste eût signalé son passage et que le poste suivant ne l'eût pas détecté au bout du temps où normalement il devait pénétrer dans son champ, on pouvait déterminer que l'avion suspect devait parachuter dans la zone intermédiaire entre les deux postes. Aussitôt l'alerte était donnée à des unités légères motorisées qui parcouraient rapidement les routes et de préférence les routes secondaires, dans l'espoir de surprendre l'équipe de réception en plein travail. Si cette battue avait échoué, aux premières lueurs du jour, un « mouchard » [2] survolait la région en suivant la ligne parcourue par l'avion britannique pendant la nuit et cherchait à repérer sur le terrain les traces anormales laissées par le parachutage ou même les équipes attardées.

Ces mesures, jointes aux entreprises de la Gestapo de Dijon, permirent aux Allemands de saisir un nombreux matériel parachuté en février et dans les mois suivants [3]. Bien souvent les équipiers eurent juste le temps de fuir, poursuivis par les coups de feu, comme cela arriva en janvier à la ferme de Mortière, où deux hommes furent blessés. Mais les parachutages continuaient de plus belle. Si quelques terrains étaient « brûlés », Londres en homologuait chaque mois de nouveaux. Les bavardages, les indiscrétions, les dénonciations livraient des équipiers et même des équipes entières [4] à la Gestapo. D'autres les remplaçaient. On trouva, en effet, toujours en Côte-d'Or des volontaires

1. Mlle Lucienne Tupin, dite *Catherine*, de Grancey-le-Château.
2. Avion d'observation, Fieseler « Stork » en général.
3. Ainsi, par exemple, pendant une nuit où quinze parachutages furent effectués sur les terrains de Côte-d'Or, deux furent saisis par les Allemands.
4. Celle de Champagne-sur-Vingeanne, près de Fontaine-Française.

qu'attiraient ces opérations nocturnes, « la première grande aventure de la Résistance »[1]. Pour les faire cesser, les Allemands devaient arrêter les chefs assez élevés dans la hiérarchie de l'organisation pour que les relations fussent coupées — ne serait-ce que provisoirement — entre les Alliés et les équipes de réception.

L'une des premières victimes de l'Etat-Major fut le responsable de la Saône-et-Loire occupée, Maxime Guillot, dit *Julien*[2]. Un agent du B.O.A., arrêté par la Gestapo et sauvagement torturé, donna son adresse à Chagny. Tandis qu'on l'emmenait, *Julien* réussit à sortir son révolver, tua ses trois gardiens à bout portant et s'enfuit. Il se réfugia à Dijon. Mais la chance était contre lui et une femme le dénonça. Il tenta de renouveler son exploit de Chagny, comme les Allemands venaient l'arrêter, rue Condorcet. Il fut blessé à la jambe, mangea ses papiers et se suicida (29 janvier 1944). Son ami, Roger Philipson, chef départemental de la Haute-Saône, était arrêté en même temps. Il est mort en déportation.

Hugues nomma pour remplacer Maxime Guillot et Roger Philipson en Saône-et-Loire et en Haute-Saône *Luc*[3] et René Pajot. Leur commandement fut de peu de durée. René Pajot, recherché par la Gestapo, vint demander des instructions à son chef, à Dijon. Il fut arrêté au restaurant avec *Luc* qui venait prendre ses fonctions. L'un d'eux fut-il victime d'une provocation et se confia-t-il à un « mouton », comme il semble ? Toujours est-il que, quelques semaines après leur arrestation, un prisonnier libéré de la prison de la rue d'Auxonne[4] se présenta chez M. Ramey en se recommandant de René Pajot et prit contact avec *Hugues*. Le lendemain celui-ci était arrêté à son tour. Le B.O.A. fit offrir deux millions à la Gestapo pour prix de sa liberté[5]. Mais *Hugues* ne fut pas relâché.

Le coup était rude pour le B.O.A.[1], le chef perdu étant de grande valeur. En même temps toute l'organisation était menacée. Quelques jours avant l'arrestation d'*Hugues*, son adjoint, M. de Maisonneuve, avait dû fuir. *Alain* et *Franck* qui l'avaient remplacé ne connaissaient pas encore tous les rouages et espéraient tous deux la succession

---

1. BERGERET et Herman GRÉGOIRE, *Messages personnels*, Bordeaux, 1945, p. 62.
2. Il était l'un des plus anciens agents du B.O.A. dans le département. Son courage était célèbre dans les milieux de la Résistance. Avec Charles Profit, il avait fait sauter les écluses du canal de Bourgogne pendant l'été de 1943, opération en représailles de laquelle la Kommandantur avait institué le couvre-feu à 21 h. 30 à Dijon et dans les environs. Compagnon de la Libération à titre posthume.
3. Lieutenant Jacques Fontaine, successeur de Maxime Guillot. Mort en déportation.
4. Cet agent allemand était connu sous le nom de *Golder*.
5. Le B.O.A. n'était pas seul maltraité pendant le printemps de 1944. Les mois de mars et avril furent peut-être les plus durs que connut la Résistance côte-d'orienne. Rappelons les coups qui frappèrent alors la direction des futurs F.F.I. Voir à ce sujet, M. Lombard, *op. cit.*, p. 6.

d'*Hugues*. M. de Chargère, qui avait dû se cacher, était arrêté peu après. Enfin, pour ajouter encore à la confusion, les Allemands arrêtaient le 20 mars, à Paris, rue de Lourmel, tout le personnel du bureau des régions C et D, excepté le seul commandant Pichard.

Devenu chef national du B.O.A., *Pic* assurait alors personnellement la direction des régions C et D et il n'avait jamais cessé de se tenir au courant des choses de la Côte-d'Or, où on le voyait souvent. Ce fut lui qui rétablit la situation. *Franck* [1] — appelé aussi *Gérard* ou *Barsac* — fut nommé chef départemental. Il était arrivé en Côte-d'Or depuis peu de temps et, bien qu'il eût secondé *Hugues*, il ne connaissait pas toute l'organisation du service dans le département. *Pic* l'aida à regrouper les chefs de secteur et les chefs d'équipe et à recenser les dépôts. Les noms des terrains et les messages furent changés pour dérouter l'ennemi. *Sacristie* devint *Anicroche*, *Licol* devint *Blasphème*...

Des mesures de sécurité obligatoires furent imposées aux agents. Le chef départemental et les chefs de secteurs durent avoir une « doublure », c'est-à-dire un personnage appelé à leur succéder en cas d'arrestation. La « doublure » n'avait pas un rôle actif — qui aurait pu la compromettre — dans l'organisation, mais devait être tenue au courant de tout le fonctionnement du secteur qu'elle pouvait avoir un jour à diriger. Elle avait en particulier la liste de ses subordonnés et les mots de passe qui lui permettraient de se faire reconnaître de chacun d'eux [2].

Cependant, les coups portés par les Allemands de janvier à avril ne furent pas sans affaiblir le B.O.A. de la Côte-d'Or. Des terrains durent être abandonnés à la suite d'arrestations d'équipiers : *Diffamation*, près de Grancey-le-Château, *Bégonias* à Champagne-sur-Vingeanne, *Linceul* à Ladoix-Serrigny... Tous les contacts ne purent pas être repris. Des chefs de terrain ne retrouvèrent pas la filière [3]. *Hugues* avait déménagé certains dépôts au mois de février. Ils furent tous retrouvés, mais non sans peine. D'autre part, la Gestapo s'empara d'un dépôt de matériel de radio [4].

L'arrestation de M. de Chargère, au début d'avril, enlevait au service un conseiller et un auxiliaire précieux. *Hugues* ne fut pas remplacé à la direction de la sous-région D 1 avant le mois de juillet. Le comman-

1. Lieutenant Henri Bonnefond.

2. On utilisait souvent pour ces sortes de prise de contact un billet de cinq francs déchiré en deux. La doublure devait présenter le morceau du billet qui complétait celui confié à l'agent contacté. Cette méthode servait aussi quelquefois à accréditer un agent de liaison.

3. M. Prosper Gallois, dit *Lacroix*, et son équipe de Chenôve, par exemple.

4. Le matériel radio était déposé chez M. Accard, garagiste à Dijon, rue du Faubourg-Raines, mort en déportation à Neuengamme.

dant *Pic* lui-même fut rappelé à Londres. Après les arrestations de Paris à la fin de mars, il avait amené le nouveau secrétariat de la région D près de Vesoul (2 mai). En même temps il installait son successeur à la direction de cette région, *Excellence* [1], débarqué clandestinement en Bretagne le 18 mars. Mais depuis longtemps déjà, la Gestapo recherchait *Pic* et, au début de mai, en attendant un train de nuit pour Paris, à la gare de Dijon, il remarqua qu'il était surveillé. Il prit la fuite par les passages souterrains et les voies et réussit à échapper à ses poursuivants. Il passa la nuit dans un wagon, sur une voie de garage et, au matin il regagna la ville où il pensait trouver refuge chez M. Chargrasse, son hôte ordinaire. Place Darcy, deux officiers S.D. le reconnurent et la poursuite reprit. *Pic* réussit encore une fois à échapper. Le soir, il montait dans le train à Beaune et quelques jours après il quittait la France en avion [2].

Les épreuves de ce printemps avaient été sévères non seulement pour la Côte-d'Or, mais pour toute la région D. A la fin de mai, *Excellence*, lorsqu'il eut repris contact avec tous ses chefs départementaux, recensa les terrains qui restaient à sa disposition. Il en trouva 48 dont 21 pour la sous-région D 1. La Côte-d'Or en fournissait à elle seule 18 [3] et restait avec le Doubs (17 terrains) le secteur le mieux équipé.

Mais le jour D approchait. En avril, les dépôts d'armes que les Allemands n'avaient pas saisis — une vingtaine — avaient été passés en consigne à l'Etat-Major F.F.I. du département. Les parachutages cependant avaient presque cessé : les Alliés servaient sans doute de préférence les régions voisines des points de débarquement et les « réduits naturels » où certains plans prévoyaient l'organisation d'une véritable armée de la Résistance [4].

Les messages personnels encombraient les émissions de la B.B.C. Cependant, le 1er juin, parmi beaucoup d'autres phrases, on entendit celle-ci : « Je suis encore ingambe ». Il ne s'agissait plus d'un parachutage pour la nuit prochaine : les initiés savaient que c'était pour la Côte-d'Or le premier des trois messages d'alerte. Si tout marchait bien, dans quatre jours le speaker dirait : « Je cherche des trèfles à quatre feuilles » et, après quatre jours encore : « Les tomates doivent être cueillies », formule de l'ordre d'action qui devait précéder de quelques heures le débarquement. Certes, il pouvait y avoir contre-ordre. « Laissez-vous aller », dirait en ce cas la B.B.C., et il faudrait alors suspendre les préparatifs, puis attendre encore. Or, le soir du 5

1. Capitaine *Jouvenet*, dit aussi *Pierre*.
2. Il y revint d'ailleurs bientôt, puisqu'il fut parachuté en Bretagne en juillet.
3. Hte-Marne : 3 — Jura : 4 — Hte-Saône : 6 — Belfort : 0.
4. Voir G. de BÉNOUVILLE, *Op. cit.* p. 513, 514, 586, 587. — 5 régions envisagées Vercors, Jura, Donon, Argonne, Massif Central.

juin, à 21 h. 30, le speaker annonça : « Je cherche des trèfles à quatre feuilles », puis tout de suite après : « Les tomates doivent être cueillies ». Il y avait là un bouleversement du programme, destiné à tromper l'ennemi, averti sans doute au dernier moment ; il ne fut pas sans dérouter quelque peu les Français. Mais le lendemain les Alliés débarquaient en Normandie.

III

Du Débarquement à la Libération
(6 juin — 15 septembre 1944)

En prévision des opérations militaires en France, qui commençaient le 6 juin, l'organisation du B.O.A. avait été modifiée. Nous avons vu que la division en *blocs* avait fait place à la division en *régions*. Ce n'est pourtant qu'au mois de mai qu'un nouveau pas fut fait vers la décentralisation et que le bureau de la région D vint s'installer en Haute-Saône.

Après le débarquement, les relations entre Paris et la province devaient devenir de plus en plus difficiles. Un jour viendrait bientôt où chaque région devrait agir isolément, en rapports directs seulement avec Londres. Les postes émetteurs de radio toujours plus nombreux dont disposait le service pouvaient en effet permettre de conserver ce contact. Aussi, au mois de juin, l'officier d'opérations régional fut-il subordonné avec son service au Délégué militaire régional. Dans la région D, ces fonctions, que le commandant Pichard avait occupées jusqu'en mai, appartinrent jusqu'à la Libération au colonel *Hanneton* [1] assisté du commandant *Oval* [2], bien connu en Côte-d'Or.

La délégation militaire régionale, parmi d'autres fonctions, assurait la liaison entre les services d'action du B.C.R.A. de la région D et Londres. Elle disposait à cet effet d'une « chaîne-radio » dont le « dispatcher » était la propre secrétaire du colonel *Hanneton*. S'il apparaît bien que les radios ont subi dans la Résistance les plus lourdes pertes, il faut convenir que cette chaîne fut relativement heureuse. Les moyens de repérage très perfectionnés dont usaient les Allemands pour détecter la position des émetteurs [3] ne leur permirent jamais de la détruire. Un seul radio, *Auvergnat*, fut arrêté près de Rougemont, dans le Doubs.

1. Colonel Ligne.
2. Commandant Davout d'Auerstaedt, dit aussi *Jacques* ou *Léopold*.
3. Les Allemands installèrent des appareils de repérage par radiogoniométrie sur des avions ou sur des camionnettes d'apparences inoffensives. Ils utilisèrent même des appareils minuscules dissimulés sur un homme, dont les écouteurs s'introduisant dans l'oreille et qui ressemblaient extérieurement à certains appareils électriques dont usent les sourds.

De plus en plus nombreux des officiers entraînés en Angleterre venaient renforcer les cadres du B.O.A. On leur confia le commandement de la plupart des sous-régions et quelquefois même des départements. En juillet, l'adjoint d'*Excellence, Notaire,* qui était resté jusqu'alors à Besançon, reçut le commandement de la sous-région D 1 et vint s'installer en Côte-d'Or, à la ferme de Vauchenot, sur le territoire de Poiseul-la-Grange. Il avait avec lui son radio et il fut habilité à communiquer avec Londres au début d'août. *Excellence* continua d'assumer personnellement la direction de la sous-région D 2[1].

La technique d'homologation des terrains se trouva de beaucoup simplifiée. L'officier d'opérations régional — et, à partir d'août, le commandant de la sous-région D 1 — eut une liste de noms de terrains et de messages disponibles pour son ressort. Qu'on lui signalât un terrain à homologuer, il pouvait donner aussitôt le nom et le message qu'il lui affectait au chef d'équipe, tandis qu'il communiquait à Londres par radio les coordonnées et le nom auquel elles correspondraient désormais. On put espérer recevoir un parachutage quelques jours après la reconnaissance du terrain. Pour éviter que l'ennemi — s'il réussissait à s'emparer du code — n'attirât les avions dans quelque guet-apens, le message n'était valable que s'il était accompagné de certaines lettres-clefs qui n'étaient connues que du seul officier d'opérations auquel cette signature était spécialement affectée et des services londoniens.

La technique même du parachutage fut légèrement modifiée. A partir de mai, le balisage en feux rouges fit place à un balisage en feux blancs dont le disposition ne changea d'ailleurs pas. Souvent des phares d'automobiles ou des feux de paille ou de bois remplacèrent les lampes de poche trop falotes. Pour les signaux cependant on dut conserver la lampe de poche. Des postes de radiophonie, de type « S.phone », émettant sur ondes ultra-courtes, permirent de converser avec l'équipage de l'avion à une distance d'une dizaine de kilomètres. Ils permirent parfois d'avertir l'avion lorsque l'ennemi était sur le terrain et de le diriger sur un autre point ou il pouvait parachuter en sécurité. D'autres appareils, appelés « Eurékas », permettaient, par un procédé de radio-guidage, de diriger l'avion vers les terrains sur lesquels ils se trouvaient, et même, à l'occasion, par un artifice adroit, de lui envoyer un message en morse. La portée des « Eurékas » était d'environ 80 km. On usa de ces appareils sur le terrain de Poiseul-la-Grange, dès le mois de janvier. Le Châtillonnais en eut plusieurs. Deux « Eurékas » furent parachutés une nuit sur le terrain des Maillys, près d'Auxonne, mais les accumulateurs se brisèrent au

1. Doubs, Jura, Hte-Saône (retirée à D 1) et le territoire de Belfort.

sol et ils ne purent pas être utilisés. D'un emploi plus courant furent les petits postes récepteurs « Migett », fonctionnant sur piles, qui rendirent de grands services quand le courant électrique venait à manquer. Les chefs de terrains s'en servirent pour écouter les messages personnels de la B.B.C. et les maquis favorisés en eurent pour capter les communiqués alliés.

Après les arrestations du printemps les secteurs avaient été réorganisés. Dans le secteur de Selongey, *Roland* [1] avait remplacé *Alain* dès février et s'était maintenu contre vents et marées. Picard [2], Nedez et Mouget avaient recruté de nouvelles équipes en Saône-et-Loire, et, au mois de juin, M. Mouget pouvait confier le secteur de Chagny à son adjoint, M. Coiffier, pour prendre le commandement de la région Beaune Auxonne. Dans l'Auxois, *Paul* [3], était chef du secteur de Vitteaux. Le secteur de Châtillon était le plus agité. *Goliath* fut tué dans les combats de la forêt de Châtillon, le 10 juin. *Maurice* [4], un agent du Doubs dont la tête avait été mise à prix par les Allemands dans son département, prit alors le commandement du secteur. Mais le 2 septembre il fut arrêté par les Allemands en se rendant à un parachutage et fusillé sur place. *Jackie* [5] lui succéda pendant les quelques jours qui précédèrent la Libération.

Le nombre des terrains homologués augmentait dans des proportions considérables. En août la région D en comptait 193, plus 43 terrains auxiliaires. En plus des terrains *arma* et *homo* déja signalés, on connaissait les terrains *Lysander* pour les atterrissages et les terrains à grande capacité, dont la surface devait mesurer au moins 2 km. sur 2 km. et qui étaient destinés à recevoir plusieurs avions ensemble. La Côte-d'Or comptait pour sa part 75 terrains, dont 10 terrains *homo*, 2 terrains *Lysander* et 7 terrains à grande capacité. Elle était de beaucoup en tête des autres départements de la région [6].

Pourtant les premières semaines qui suivirent le débarquement allié furent marquées en Côte-d'Or par une pénurie tragique d'armes et de munitions. 14 parachutages furent effectués pendant la lune de

1. M. Paul, de Selongey.
2. Successeur de Maxime Guillot en Saône-et-Loire, puis envoyé en Hte-Marne où il fut adjoint du commandant Pichard pendant sa dernière mission.
3. M. Japiot, d'Uncey-le-Franc.
4. Louis Bonnemaille.
5. Jacques Bonvalot, de Selongey.
6. Région D : 193 terrains, dont 27 *Homo*, 2 *Lysander*, 12 à *grande capacité*, Hte-Marne : 13 terrains, dont 1 à grande capacité (Le B.O.A. éprouva dans ce département de grosses difficultés pour recruter ses équipes. *Pic* y reçut cependant 70 avions entre le 20 août et le 10 septembre). — Saône-et-L. : 11 terrains. — Jura : 13 terrains, dont 2 *Homo* et 4 à grande capacité. — Doubs : 33 terrains, dont 3 *Homo* (Ne figurent pas dans cette statistique 12 terrains à grande capacité communiqués directement par *Echanson* à l'E.-M. de la 7e Armée américaine). — Hte-Saône : 38 terrains, dont 9 *Homo*. — Territoire de Belfort : 4 terrains, dont 1 *Homo*.

mai. Mais le 6 juin, les stocks furent distribués aux hommes des Forces Françaises de l'Intérieur qui rejoignaient le maquis et tous ne purent pas être armés. Dans certains cas les hommes les plus âgés furent renvoyés dans leur foyer. Dans tous les maquis il y eut des gens sans arme. Les F.F.I. restèrent donc sur la défensive et évitèrent les « accrochages », car les munitions devaient manquer après le premier combat. Avec quelle anxiété attendit-on alors les parachutages, dans les camps de la Côte-d'Or ! En juin, quelques messages passèrent. Sur *Historiette*, sur *Patisserie*, pendant la nuit du 28 au 29 mai, sur *Funambule* pendant celle du 29 au 30, les avions vinrent mais ne larguèrent rien. Ailleurs les équipes attendirent vainement sur le terrain. Au cours de la lune de juillet, trois parachutages seulement réussirent[1] : ils ne fournirent au total que 51 containers.

On sait que dans certaines régions les Alliés effectuèrent des parachutages massifs en plein jour. Le plus connu est celui de Vassieux-en-Vercors. Dans le Jura, une opération de jour, à laquelle prirent part 500 maquisards, fut réalisée sur le terrain *Vivide* par *Théodule*, de la section du colonel Buckmaster. La Côte-d'Or en attendit une semblable. Il en fut longtemps question à l'Etat-Major F.F.I. de la Côte-d'Or : 20 avions, 90 tonnes — on parla même de 200 tonnes ! — Le terrain fut soigneusement repéré, entre Salives et Minot. Des calques furent établis indiquant aux chefs de maquis les positions qu'ils auraient à occuper — car 600 maquisards devaient barrer les routes et ramasser les containers. — Plusieurs dizaines de camions serviraient au transport du matériel et des hommes. Mais l'agrément des Alliés ne fut pas obtenu et jusqu'à la Libération les opérations nocturnes furent les seules que connurent les équipes de ce département.

En août, le nombre de ces parachutages nocturnes augmenta dans de notables proportions, pour battre tous les records pendant les premiers jours de septembre. Deux, trois, cinq avions parachutaient sur le même terrain. Pour prévenir les équipiers dans les cas d'« opérations multiples », le speaker répétait le message une seconde fois en y introduisant un chiffre : le nombre de quadrimoteurs qui seraient le soir au-dessus du terrain. « La route est pleine de trous... je dis : la route est *3 fois* pleine de trous ». Cela signifiait : « Trois avions viendront parachuter leur cargaison cette nuit sur *Alternateur* ». Chaque avion apportait aussi davantage de containers. Au lieu des 4 ou 5 tubes que lâchait en 1943 un Halifax, chaque bombardier en apportait alors de 15 à 20. Les cellules renfermaient des munitions en plus grande quantité et des armes de meilleure qualité : fusils-

1. Nuit du 6 au 7 juillet : 15 *containers* sur *Cavalier*. Le lendemain un autre parachutage eut lieu sur ce même terrain pour les services britanniques. Nuit du 7 au 8 : 13 *containers* sur *Archipel*. Nuit du 8 au 9 : 18 *containers* sur *Marcoton*.

mitrailleurs Brain, carabines Winchester, bazookas, grenades, mines et mortiers. On y trouva aussi des effets d'uniforme et d'équipement.

Les F.F.I. fournissaient souvent les équipes de ramassage. En effet, il n'était pas rare que le chef de terrain fût en même temps chef d'un maquis. Le chef du secteur de Vitteaux était le capitaine *Paul* qui commandait le groupe *Auxois*. Le commandant du groupe *Lucius* avait le terrain le plus actif du secteur de Selongey. Le chef du terrain *Funambule* commandait les F.F.I. du secteur de Baigneux. On pourrait multiplier les exemples.

Il y eut des départements où cette situation entraîna des incidents diplomatiques entre les états-majors F.F.I. et B.O.A. Ainsi, dans le Jura et dans le Doubs, le colonel Morin, commandant les F.F.I. de la sous-région D², demanda au B.O.A. la liste de ses terrains et de ses messages, tandis qu'*Excellence* défendait le principe du cloisonnement, soucieux qu'il était de la sécurité de son réseau. Par réaction, les agents du B.O.A., dans le Doubs par exemple, reçurent l'ordre de ne rien communiquer ayant trait au service aux autorités F.F.I., même si eux-mêmes appartenaient à ces forces. Ces difficultés ne se rencontrèrent pas en Côte-d'Or, où l'Etat-major F.F.I. montra sans doute moins de dynamisme que dans ces départements. Le B.O.A. conserva le contrôle de ses terrains et de ses messages sans songer à se défendre contre une ingérence F.F.I., et pour cause. Les relations furent toujours amicales. Le chef départemental et les chefs de secteur faisaient distribuer les armes aux maquis directement ou par l'intermédiaire de l'Etat-major F.F.I. d'Aignay-le-Duc. Il n'était évidemment plus question de les cacher.

Dans les dernières semaines qui précédèrent la Libération, toutes les nuits, les habitants des campagnes étaient réveillés par le grondement des quadrimoteurs cherchant leur terrain à basse altitude. Les équipages spécialisés dans ces missions que les Britanniques employaient en 1943 ne suffisaient plus à la tâche. Les escadrilles de bombardement prenaient part maintenant à ces opérations. Les nouveaux équipages ne valaient pas les anciens et beaucoup de parachutages étaient mal faits. Trois à quatre *containers* en moyenne sur seize s'écrasaient au sol. Parfois ils explosaient [1]. Il arrivait aux aviateurs de ne pas trouver le terrain. Comme on leur avait alors donné consigne de ne pas ramener leur chargement en Angleterre, ils parachutaient sur le premier terrain rencontré, sans tenir compte de la lettre signal. Telle équipe qui n'attendait qu'un avion en recevait plusieurs, tandis que quelques kilomètres plus loin d'autres attendaient vainement les avions annoncés. *Alternateur* reçut en une seule nuit trois charge-

1. Un officier américain parachuté fut tué par l'explosion d'un *container* de plastic sur le terrain *Anicroche*, d'Avot.

ments qui ne lui étaient pas destinés. L'aventure était plus grave si l'avion lâchait ses *containers* sur une ligne de chemin de fer, confondant les signaux de la ligne avec le balisage d'un terrain, ou si des parachutistes sautaient sur un terrain *arma* où ils risquaient de se blesser [1].

Les maquisards connurent ces pratiques des aviateurs britanniques. Les groupes qui manquaient d'armes allumèrent des feux sur des terrains non homologués. Ceux qui étaient lésés protestaient parfois contre ces vols d'un genre particulier ; mais pourvu que ces armes fussent parvenues à destination, entre les mains de maquisards, cela seul importait.

Les avions parachutaient aussi des hommes. Nous avons vu que dès 1943 le B.O.A. de la Côte-d Or avait accueilli sur ses terrains des officiers du B.C.R.A. envoyés en mission. Dans les dernières semaines qui précédèrent la libération, il en vint un grand nombre : délégués militaires régionaux ou départementaux, officiers instructeurs détachés auprès des F.F.I., missions inter-alliées « Jedburgh » qui devaient coordonner l'action des services français et anglais, et, parmi ces visiteurs du soir, le commandant Pichard et sa sœur, qui sautèrent en juillet sur *Hôtel*, près de Selongey [2].

Mais la nouveauté fut l'arrivée d'unités parachutistes de combat, « sticks » [3] du S.A.S. [4] ou des « commandos », français, britanniques ou américains. Le premier « commando » en uniforme était formé de Britanniques. Il atterrit à la limite de la Côte-d Or et de la Nièvre et s'installa, sous les ordres du colonel Hastings, dans la région comprise entre Montsauche et Saulieu. En liaison avec l'opération B, d'autres commandos furent parachutés en Côte-d'Or après le 15 août. Le terrain *Anicroche*, d'Avot, qui pour sa part accueillit une centaine de parachutistes, reçut une fois trente Anglais et, quelques jours avant la Libération, cinquante Américains. Ces dernières unités n'eurent d'ailleurs pas le temps d'entrer en action.

Le 9 septembre, en effet, la Ire Armée française prenait Beaune. Le 10, les F.F.I. et un détachement de la division Leclerc, venant de l'ouest, entraient dans Châtillon-sur-Seine. Le 11 enfin, Dijon était libéré.

Mais la libération du département n'arrêta pas les parachutages,

---

1. *Imprimerie*, terrain *arma* d'Echalot, reçut une nuit, à l'étonnement de l'équipe d'accueil, trois parachutistes américains dont l'un fut blessé. Pendant ce temps leurs camarades, atterris normalement à quelques kilomètres de là sur *Anicroche*, les attendaient avec anxiété.

2. Le commandant Pichard, sous le pseudonyme de *Génératrice*, devait remplir les fonctions de délégué militaire en Hte-Marne.

3. Un « stick » est une équipe de parachutistes entraînés à combattre ensemble et embarqués sur le même avion.

4. Spécial Air Service. — Corps de parachutistes employés pour des coups de main et des missions spéciales et composés de Français et de Britanniques.

comme on aurait pu le croire. L'armée française avait avancé beaucoup plus vite que le plan allié ne l'avait prévu et les services de parachutage de Londres continuaient eux à exécuter ce plan. Jamais même les parachutages ne furent aussi nombreux et aussi importants. Pendant plusieurs nuits encore, après l'audition des messages de 21 h. 30, les équipiers gagnaient les terrains, regrettant seulement de n'avoir point reçu plus tôt ces bazookas, ces Brains, ces caisses de grenades et de cartouches... Ces armes parachutées servirent pourtant, et le Ier Régiment de Bourgogne fit avec elles la campagne de Belfort et d'Alsace.

Maurice LOMBARD